

### Prix de l'alimentation

diens. Cela veut dire également que le poisson, que l'on considérait jusqu'ici comme un substitut de la viande pour les pauvres gens de la Colombie-Britannique, se vend maintenant à un prix hors de portée, et le poisson est à peu près notre meilleure source de protéine en Colombie-Britannique, ou l'était jusqu'à présent. Il vaut la peine de noter que vers le 16 août, une petite quantité de boîtes de saumon de 7 ¼ onces a été vendue aux grossistes à \$50 les 24 livres, ce qui revient à \$2.08 la livre. Dans cet article, on relève aussi ce qui suit:

Un haut fonctionnaire du service fédéral des pêches a déclaré ici que le gouvernement ne peut pas empêcher l'exportation de poisson aux dépens du marché national.

Étant donné que nous avons un système de dualité de prix pour le pétrole, tant national qu'étranger, pourquoi n'en aurions pas un pour le saumon de la Colombie-Britannique? Si nous pouvons établir un régime de dualité de prix pour le bœuf et le porc des Prairies, pourquoi pas pour le saumon de la Colombie-Britannique? Ces poissons sont pris dans les eaux de cette province et les prises ont été exceptionnelles cette année. Que veulent dire nos fonctionnaires fédéraux quand ils prétendent que le gouvernement fédéral n'y peut rien quand on sait ce qui se passe?

**Une voix:** Il y a anguille sous roche.

**Mme MacInnis (Vancouver Kingsway):** Sûr qu'il y a anguille sous roche quand l'actuel gouvernement fédéral laisse faire une déclaration de ce genre. Ces deux sociétés contrôlent entre 85 et 90 p. 100 de la production de saumon en boîte en Colombie-Britannique et en Alaska, et sont par conséquent en mesure de fixer les prix. Si les prix à l'exportation sont supérieurs, ils vendront au Japon et à la Grande-Bretagne. Il en résultera une pénurie au Canada et les prix s'élèveront à un niveau tel que seuls les riches pourront acheter du saumon au Canada.

Un article intéressant a paru dans le *Globe and Mail* du 10 août faisant savoir que pour la période de 24 semaines se terminant le 17 juin de cette année, et cela avant que ne se produisent les hausses alarmantes, les ventes de saumon par la société B.C. Packers avaient augmenté de 25 p. 100, tandis que ses profits grimpaient de 124 p. 100. Je soutiens que c'est là exploiter le consommateur, et qu'il faudrait mettre fin à cet état de chose.

Il ne me reste plus qu'une ou deux minutes; aussi j'en viens à mes suggestions. D'abord, le plus tôt nous nous débarrasserons de ces fureteurs et mettrons l'argent qui sert à la Commission à l'œuvre utilement, le mieux ce sera. Deuxièmement, il nous faut une Commission qui puisse agir. Rien ne sert au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) et au gouvernement de penser qu'ils peuvent continuer à tromper les consommateurs. Ceux-ci commencent à voir clair: ils savent qu'une Commission pour la forme ne sert pas à grand-chose. La Commission doit ouvrir les grands livres de nombre de ces sociétés et en révéler le contenu au public. Quatrièmement, le gouvernement doit contrôler l'exportation du saumon de la Colombie-Britannique pour en assurer un approvisionnement suffisant aux Canadiens à un prix abordable.

Cinquièmement, nous devons adopter un impôt sur les bénéfices excédentaires applicable aux sociétés qui ont augmenté leurs bénéfices de 124 p. 100 en haussant leurs ventes de 25 p. 100 seulement. Et enfin, nous devons

[M<sup>me</sup> MacInnis (Vancouver Kingsway).]

découvrir qui de fait contrôle les sociétés de pêche. Quand nous l'aurons fait, nous constaterons probablement que le grand empire Weston est à la base de l'industrie de la pêche sur la côte Ouest.

• (2110)

Comme l'a dit mon chef la semaine dernière, seuls les néo-démocrates consentent à lancer l'attaque dans le domaine des bénéfices des sociétés. C'est un secteur crucial. Nous devons nous mettre à contrôler nos moyens de subsistance et les nombreux aliments qui constituent le régime alimentaire nutritif des Canadiens. Plus tôt nous le ferons, plus vite le peuple canadien aura confiance dans le pouvoir du gouvernement de lutter contre les prix exorbitants qu'on lui impose actuellement de manière injustifiée.

**M. Bert Hargrave (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de prendre part à ce débat avant tout parce que j'ai été membre du comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation. Bien que je n'aie pas assisté à toutes les réunions du comité, j'étais présent à la plupart des audiences. J'aimerais tout d'abord faire quelques remarques d'ordre général sur ces audiences auxquelles j'ai eu l'honneur d'assister en tant que membre. Au cours des premières réunions, il semblait que tous les membres avaient le sentiment que la découverte de l'élément responsable ou parasite de l'industrie alimentaire n'était qu'une question de temps, qu'on le trouverait en passant d'un témoin à l'autre, espérant que le suivant serait le coupable, le responsable du prix record des aliments à cause de pratiques illégales et de bénéfices abusifs.

Cela n'a évidemment pas été facile. Le comité a publié son premier rapport dont la principale recommandation était la création de la Commission de surveillance des prix. Ensuite, juste avant le deuxième rapport du comité dont nous débattons ce soir, l'orientation a considérablement changé lorsque la majorité des membres du comité se sont rendus compte qu'au cours de nos délibérations nous n'avions pas à crucifier un unique bouc émissaire et que peut-être l'offre et la demande nord-américaine et mondiale contribuaient pour beaucoup au coût de la vie au Canada surtout en matière de denrées alimentaires.

La presse, le Parlement et les Canadiens ont fait nombre de remarques caustiques et satiriques sur l'utilité de ce comité spécial. Beaucoup de celles-ci étaient indéniablement justifiées surtout au stade initial de nos audiences. Rétrospectivement, alors que nous débattons du deuxième rapport du comité, j'estime que l'un des résultats les plus valables et peut-être le plus inattendu de toutes nos délibérations est une compréhension globale très améliorée de l'ensemble de notre industrie vivrière de la part, je l'espère, de tous nos concitoyens. J'espère que nous nous en rendons compte.

J'aimerais ce soir traiter particulièrement des recommandations nos 8 et 9 car elles concernent très précisément le côté production agricole à long terme de cette question. J'estime important de les lire:

8. Parce qu'un approvisionnement suffisant d'aliments essentiels est vital, le Comité recommande que le gouvernement fédéral étudie l'opportunité de mettre en œuvre immédiatement des lignes de conduite visant à encourager les cultivateurs à augmenter constamment la production de denrées principales de façon à prévoir un revenu juste pour sa famille et les aliments nécessaires à un prix raisonnable pour le consommateur.